ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 14 mai 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au contrat d'agence commerciale", a donné le 17 juin 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 mei 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de handelsagentuurovereenkomst", heeft op 17 juni 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Dans la directive du Conseil du 18 décembre 1986 relative à la coordination des droits des Etats membres concernant les agents commerciaux indépendants, sont précisées les dispositions qui sont impératives.

Les parties ne peuvent pas déroger aux dispositions suivantes de la directive précitée :

1) les articles 3 et 4 relatifs aux obligations des parties (article 5 de la directive);

2) les paragraphes 2 et 3 de l'article 10 relatifs à l'exigibilité et au paiement de la commission (article 10, 4, de la directive);

3) le paragraphe 1er de l'article 11 concernant les cas d'extinction du droit à la commission;

4) les paragraphes 1er et 2 de l'article 12 relatif au relevé des commissions;

5) l'article 15, § 2, suivant lequel les parties ne peuvent convenir de délais de préavis plus courts;

6) les articles 17 et 18 concernant l'indemnité d'éviction (article 19 de la directive).

De l'examen de la loi en projet, il résulte que les articles 13 (exigibilité et paiement de la commission), 16 (relevé

des commissions dues), 18 (en ce qu'il fixe la durée des délais de préavis), 19 (cas dans lesquels le contrat peut être résilié sans préavis) 20 et 21 (indemnités dues à la cessation du contrat) sont les seuls auxquels les parties ne peuvent pas déroger.

Il convient donc de compléter le texte de la loi en projet en insérant après l'article 3, un article qui rende les dispositions des articles 2 et 3 impératives et, dans le même but, il faut ajouter un paragraphe à l'article 14 qui énumère les cas dans lesquels le droit à la commission s'éteint.

II. Dans l'article 1er, est utilisé le mot "affaires". Le mot est trop général et trop imprécis pour figurer dans un texte normatif. Il faudrait le remplacer par les mots "opérations commerciales", sauf quand le contexte justifie le maintien du mot "affaires".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Le contrat d'agence commerciale est le contrat par lequel l'une des parties, l'agent commercial, est chargée de façon permanente et moyennant rémunération, par l'autre partie, le commettant, sans être soumise à l'autorité de ce dernier, de la

négociation et éventuellement de la conclusion d'opérations commerciales au nom et pour compte du commettant".

Article 2.

1. Suivant les explications fournies dans l'exposé des motifs, spécialement dans l'alinéa 4 du commentaire consacré à l'article 2, les personnes qui exercent une activité d'agent commercial de manière accessoire mais régulière sont soumises à l'application de la loi en projet.

Pour tenir compte de ces explications, il serait préférable de rédiger le 1E comme suit :

"1Eaux contrats conclus avec des agents dont l'activité d'intermédiaire n'est pas exercée de manière régulière;".

Il conviendrait, en outre, de récrire le texte du commentaire de l'article 2, quant au 1E, qui contient certaines contradictions; les délégués du Ministre en ont convenu.

2. Selon le commentaire de l'article 2, 2E, de la loi en projet, l'exclusion des agents délégués des établissements de crédit est justifiée par la circonstance qu'ils sont soumis à une circulaire adressée aux banques par la Commission bancaire.

Une circulaire n'étant pas une réglementation, il faut, dans le dernier alinéa du commentaire de l'article 2, remplacer les mots "réglementation particulière" par les mots "situation particulière".

Article 3.

De l'accord des délégués du Ministre, il est proposé de fusionner les alinéas 2 et 3 en un seul alinéa qui serait rédigé comme suit :

"Le contrat d'agence est conclu pour une durée indéterminée lorsqu'il n'a pas fait l'objet d'un écrit ou, lorsque ayant fait l'objet d'un écrit, sa durée n'a pas été déterminée".

Quant au texte de l'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, il serait mieux rédigé comme suit :

"Un contrat à durée déterminée, qui continue à être exécuté après l'échéance de son terme, est censé être, dès sa conclusion, un contrat à durée indéterminée".

Article 4.

Les mots "Pendant l'exécution du contrat" doivent être omis.

En effet, d'une part, ils ne figurent pas dans l'article 13 de la directive, et, d'autre part, s'ils étaient

maintenus, ils conduiraient à restreindre la portée de la règle énoncée dans ledit article 13.

Si l'intention du législateur est de permettre aux parties d'exiger un écrit après l'entrée en vigueur de la loi en projet, cette intention doit s'exprimer dans une disposition transitoire. Cette exigence est rencontrée dans l'article 28 du projet, qui prévoit l'applicabilité de la loi aux contrats d'agence commerciale en cours au moment de l'entrée en vigueur de celle-ci.

Article 5.

Le mot "instructions", utilisé à l'alinéa 2, 3E, pourrait donner à penser que, contrairement à ce qui est dit dans l'article 1er, l'agent commercial se trouverait sous l'autorité du commettant.

Pour éviter cette ambiguïté, il conviendrait de remplacer le mot "instructions" par le mot "directives".

Article 8.

De l'accord des délégués du Ministre, mieux vaut écrire :

"La rémunération ... consiste soit en une somme fixe, soit en des commissions, soit en partie en une somme fixe et en partie en des commissions".

Articles 10, 11 et 13.

Les articles 10, 11 et 13 organisent le droit à la commission due par le commettant à l'agent, sous le triple aspect de la cause de la débition, du montant de l'obligation et du moment à partir duquel le paiement doit avoir lieu. Cette organisation appelle les observations suivantes.

Envisagés dans leur ensemble, ces textes sont susceptibles de deux interprétations.

La première consiste à attribuer aux articles 10 et 11 la fonction de déterminer quelles sont les "affaires" grâce à la réalisation desquelles l'agent peut prétendre à une commission. L'article 13, de son côté, par l'emploi de l'expression "... dès que et dans la mesure où ..." est alors considéré comme indiquant, d'une part, l'événement à la suite duquel le droit à la commission prend naissance et, d'autre part, le montant de ce que l'agent peut exiger. La conclusion des "affaires" et l'exécution de celles-ci seraient l'un et l'autre les éléments générateurs du droit à la commission. La naissance de la créance de l'agent serait donc différée jusqu'au moment où se réalise le dernier de ses éléments

générateurs, l'exécution ou, à défaut, la date à laquelle le tiers devrait avoir exécuté son obligation si le commettant avait exécuté la sienne (voir article 13, alinéa 2, in fine).

Une deuxième interprétation possible consiste à lire dans les articles 10 et 11 que la conclusion du contrat - parfois même seulement la réception du bon de commande (voir article 11, 2E) - constitue le seul élément générateur du droit de l'agent à la commission. L'article 13 pour sa part, est alors lu comme soumettant à un terme suspensif l'exécution de son obligation par le commettant, lui donnant ainsi le droit de différer le paiement jusqu'à l'échéance de ce terme et contraignant l'agent à attendre le versement des deniers jusqu'à cette même date alors cependant qu'il est devenu créancier de sa commission depuis le jour fixé par les articles 10 ou 11.

Ni le texte du projet, ni l'exposé des motifs ne fournissent d'éléments décisifs pour faire choix de l'une ou de l'autre de ces deux interprétations. La directive européenne du 18 décembre 1986, que le projet met en oeuvre, n'en fournit pas non plus. Les fonctions remplies dans le projet par les articles 10 et 11, d'une part, et par l'ar-ticle 13, d'autre part, le sont dans la directive respectivement par les articles 7 et 10. Or, tandis que cet arti-cle 7 s'exprime en des termes qui ont été littéralement repris par les articles 10 et 11 du projet, l'article 10 de la directive parle, pour sa part, non de l'exigibilité de la commission, comme le fait l'article 13 du projet, mais de

l'"acquisition" de la commission et, plus précisément, du moment ("dès que ...") auquel la commission est "acquise", et de son montant ("dans la mesure où ...).

Cette expression "la commission est acquise" utilisée par la directive, ne permet cependant pas à elle seule de trancher la question de savoir laquelle des deux interprétations possibles du projet est la bonne. Certes, l'expression "est acquise" accrédite l'idée que l'exécution par le commettant ou le tiers constitue un élément générateur du droit à la commission; elle conforte donc la première des interprétations indiquées ci-dessus. Mais elle n'est pas univoque, de sorte qu'on peut aussi penser qu'elle ne rend pas impossible la seconde interprétation. Car "la commission est acquise dès que ..." peut être compris comme signifiant que c'est seulement au moment de l'exécution du contrat par le tiers ou le commettant que l'agent peut "acquérir" la commission, c'est-à-dire percevoir effectivement la somme qu'elle représente.

Il est évidemment indispensable que le projet ne reste pas dans l'ambiguïté sur ce point car il y va de la protection du droit de l'agent à sa commission qui, la plupart du temps, constitue la part la plus importante de sa rémunération. Ainsi, par exemple, retenir la première interprétation pour laquelle la conclusion du contrat négocié par l'agent n'est pas l'unique élément générateur de son droit à la commission l'expose à perdre sa commission si son commettant vient à tomber en faillite entre le moment de la conclusion et celui de l'exécution. En revanche, la deuxième interprétation qui fait de la date de l'exécution l'échéance d'un terme suspensif permet à l'agent de profiter de la règle de l'article 1188 du Code civil qui prive le débiteur tombant en faillite du bénéfice du terme; l'agent pourrait au moins produire à la faillite sa créance de commission. Cette dernière interprétation qui protège davantage

l'agent commercial correspond donc mieux à l'économie générale du projet.

Article 10.

1. Le mot "ou" figurant à la fin du 1E et à la fin du 2E, doit figurer au début du 2E et au début du 3E.

Une observation analogue vaut pour l'article 11.

2. Pour que le texte de l'article 10, 3E, soit plus conforme au texte de l'article 7, 2, premier tiret, de la directive, il faudrait remplacer les mots "d'une clientèle déterminée" par les mots "d'un groupe de personnes déterminées" et écrire, à la fin du 3E, "et que l'opération a été conclue avec un client établi dans ce secteur ou appartenant à ce groupe".

Article 11.

1. Au 1E, les mots "l'ayant négociée" sont contraires à la directive et doivent, dès lors, être omis.

2. Au début du 2E, il convient d'écrire :

"2Eou si, dans les circonstances visées à l'article 10, la commande ...".

Article 13.

1. A l'alinéa 2, mieux vaudrait écrire :

"La commission est exigible en tout cas lorsque le tiers a exécuté ...".

2. Le délai prévu à l'alinéa 3, à savoir le délai à l'expiration duquel la commission doit être payée, devrait faire l'objet de précisions dans l'exposé des motifs et spécialement dans le commentaire de l'article du projet.

3. A l'alinéa 4, les mots "par accord" doivent être omis. Il va de soi que la dérogation exclue est celle qui serait prévue dans la convention des parties. De même, il faut omettre les mots "de cet article" qui sont surperflus.

Article 14.

L'hypothèse visée à l'alinéa 1er, 3E, ne se retrouve pas dans l'article 11, 1, de la directive.

Il conviendrait que le Gouvernement précise si les parties peuvent déroger aux hypothèses visées à l'alinéa 1er.

Il y a lieu de rappeler à cet égard que suivant l'article 11, 3, de la directive précitée, les parties ne peuvent pas, au détriment de l'agent, déroger à l'article 11, 1, de la même directive.

Article 15.

Alinéa 1er.

Dans la deuxième phrase du texte français, il faut écrire : "... la nature des produits diffusés ou des services fournis ..." au lieu de "la nature des produits ou services diffusés".

Alinéa 2.

La deuxième phrase doit être complétée par les mots "qui tient compte de tous les éléments qui ont trait à l'opération".

Cette précision figure, en effet, tant dans l'article 6, 1, de la directive que dans l'exposé des motifs de la loi en projet.

Alinéa 3.

Mieux vaut écrire : "... sans déduction des frais accessoires, notamment des frais d'emballage, de fret, d'assurance, à moins ... (la suite comme au projet)".

Alinéa 4.

Le mot "unilatéralement" pourrait donner à penser qu'une remise, une ristourne ou un escompte convenu entre le commettant et son client, pourrait être déduit de l'assiette des commissions dues à l'agent.

Pour éviter une telle interprétation, il est proposé d'omettre le mot "unilatéralement".

Par ailleurs, si l'agent donne son accord à la remise consentie, il va de soi que celle-ci pourra être déduite de l'assiette de ses commissions.

Article 16.

1. De l'accord des délégués du Ministre, il convient d'écrire à l'alinéa 1er : "Le commettant remet à l'agent commercial ...".

2. Dans l'alinéa 3, il faut, conformément à l'observation faite sous l'article 13, alinéa 4, écrire : "Il ne peut être dérogé aux alinéas 1er et 2 au détriment de l'agent commercial".

Article 17.

Conformément à l'observation faite au sujet de l'article 8, il faut écrire "en une somme fixe" au lieu de "en une rémunération fixe".

Article 18.

1. L'article devrait être divisé en paragraphes, sous la forme suivante :

Paragraphe 1er : alinéas 1er, 2 et 3.

Paragraphe 2 : alinéa 6.

Paragraphe 3 : alinéas 4 et 5.

2. L'alinéa 7 est inutile car il énonce une disposition figurant déjà à l'article 3, alinéa 4, du projet.

3. A la fin de l'alinéa 1er (devenant l'alinéa 1er du paragraphe 1er), il faut écrire "en respectant un préavis".

4. A l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 2 du paragraphe 1er), deuxième phrase, il convient d'écrire en français "l'alinéa 3".

5. A la fin de l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 3 du paragraphe 1er), mieux vaudrait écrire : "... le délai de préavis à respecter par le commettant ne peut pas être plus court que celui qui est imposé à l'agent commercial".

6. L'alinéa 4 (devenant l'alinéa 1er du paragraphe 3) serait mieux rédigé comme suit :

"La partie qui résilie le contrat sans invoquer un des motifs prévus à l'article 19, alinéa 1er, ou sans respecter le délai de préavis fixé au paragraphe 1er, alinéa 3, est tenue de payer ... (la suite comme au projet)".

7. A l'alinéa 5 (devenant l'alinéa 2 du paragraphe 3), il y a lieu, dans le texte français, de remplacer le mot "proméritées" par le mot "méritées".

Article 19.

1. La rédaction suivante est proposée pour les alinéas 1er et 2 :

"Chacune des parties peut, sous réserve de tous dommages-intérêts, résilier le contrat sans préavis ou avant l'expiration du terme, lorsque des circonstances exceptionnelles rendent définitivement impossible toute collaboration professionnelle entre le commettant et l'agent ou en raison d'un manquement grave de l'autre partie à ses obligations.

La partie qui invoque ces motifs doit en prouver la réalité. Ceux-ci sont laissés à l'appréciation du juge".

La rédaction ci-dessus proposée met mieux en évidence le fait que le juge exercera un contrôle sur tous les éléments constitutifs de la rupture sans préavis.

2. A la fin de l'alinéa 3, il faut écrire "au présent article" au lieu de "aux dispositions de cet article".

Article 20.

1. Dans le texte français de l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "supposé" par "réputé".

2. Il existe une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'alinéa 4.

Celui-ci devrait être rédigé comme suit en français :

"L'indemnité ne peut dépasser le montant ... ou d'après la moyenne des années pendant lesquelles le contrat a duré moins de cinq ans".

3. Pour qu'il soit conforme à l'article 18, a, de la directive, le texte de l'alinéa 5, 1E, doit être rédigé comme suit :

"1Esi le commettant a mis fin au contrat en raison d'un manquement grave prévu à l'article 19, alinéa 1er, imputable à l'agent;".

4. A l'alinéa 5, 2E, il faut écrire "l'article 19, alinéa 1er".

5. Le texte sous l'alinéa 5, 3E, serait plus conforme au texte de la directive s'il était rédigé comme suit :

"3Elorsque, selon un accord avec le commettant, l'agent commercial ou ses héritiers cèdent à un tiers les droits et obligations qu'ils détiennent en vertu du contrat d'agence".

Article 23.

Dans le texte français, il faut supprimer le mot "ter" qui suit le numéro de l'article.

Article 24.

Paragraphe 1er.

1. L'article 2, 3E, serait mieux rédigé comme suit :

"3Eelle ne vise que le secteur géographique ou le groupe de personnes dont la prospection a été confiée à l'agent".

2. Les mots "beperkt blijft" figurant dans le texte néerlandais de la même disposition ne sont pas conformes à la directive et doivent être modifiés en conséquence.

Paragraphe 2.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La clause de non-concurrence ne produit pas ses effets lorsqu'il est mis fin au contrat d'agence par le commettant, sans invoquer un motif prévu à l'article 19, alinéa 1er, ou par l'agent, en invoquant un motif prévu à l'article 19, alinéa 1er".

Paragraphe 4.

A la fin de l'alinéa 1er du paragraphe, il faut écrire "par l'article 20, alinéa 4".

A la fin de l'alinéa 2, il faut écrire "de l'étendue de son préjudice".

Article 25.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un seul alinéa.

2. Dans le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, troisième phrase, il faut écrire : "Elle cesse d'être applicable lorsque le commettant modifie, sans l'accord de l'agent, les conditions ...".

3. Dans le texte français du paragraphe 4, devenant l'alinéa 4, il faut écrire "le juge peut réduire ..." et "le juge tient compte de ...".

Articles 26 à 30.

1. Les articles 27 et 30 sont des dispositions permanentes qui doivent figurer avant les dispositions modificatives ou transitoires.

Les articles 27 et 30 doivent donc être numérotés 26 et 27.

2. La phase liminaire de l'article 26, devenant l'article 28, doit être rédigée comme suit :

"A l'article 2 du livre Ier, titre Ier, du Code de commerce, modifié par la loi du 3 juillet 1956, l'alinéa suivant ... (la suite comme au projet) :".

3. L'article 28, devenant l'article 29, doit être rédigé comme suit :

"Dès le 1er janvier 1994, la présente loi s'applique aux contrats d'agence commerciale en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi".

4. L'article 30, devenant l'article 27, appelle l'observation suivante.

La règle de compétence internationale directe établie par ce texte n'aura pas la portée que lui prête l'exposé des motifs. En effet, dans tout procès opposant l'agent commercial à son commettant, si le défendeur est domicilié sur le territoire d'un des Etats de la Communauté européenne, la compétence des tribunaux belges sera déterminée non par les règles belges, mais par les règles de compétence établies par la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Du reste, dans un avenir proche, les règles de compétence de la Convention de Bruxelles devront aussi être utilisées si le défendeur est domicilié dans un des Etats membres de la Convention de Lugano, non membre de la Communauté européenne, c'est-à-dire les Etats de l'Association européenne de libre-échange.

Le texte en projet devant donc avoir une efficacité bien moindre que celle espérée par son auteur, il appartient à ce dernier de juger de la question de savoir s'il doit, dans ces conditions, être maintenu.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. In de richtlijn van de Raad van 18 december 1986 inzake de coördinatie van de wetgevingen van de Lid-Staten inzake zelfstandige handelsagenten, worden de bepalingen aangegeven die dwingend zijn.

De partijen mogen niet afwijken van de volgende bepalingen van de genoemde richtlijn :

1)de artikelen 3 en 4 betreffende de verplichtingen van de partijen (artikel 5 van de richtlijn);

2)de leden 2 en 3 van artikel 10 betreffende de opeisbaarheid en de betaling van de provisie (artikel 10, 4, van de richtlijn);

3)lid 1 van artikel 11 betreffende de gevallen waarin het recht op provisie vervalt;

4)de leden 1 en 2 van artikel 12 betreffende de opgave van de provisies;

5)artikel 15, lid 2, volgens welke de partijen geen kortere opzeggingstermijnen mogen overeenkomen;

6)de artikelen 17 en 18 betreffende de vergoeding wegens uitwinning (artikel 19 van de richtlijn).

Uit het onderzoek van de ontworpen wet blijkt dat de artikelen 13 (opeisbaarheid en betaling van de commissie), 16 (opgave van de verschuldigde commissies), 18 (in zoverre het de duur van de opzeggingstermijnen bepaalt), 19 (gevallen waarin de overeenkomst zonder opzegging kan worden beëindigd), 20 en 21 (vergoedingen die moeten worden betaald bij de beëindiging van de overeenkomst) de enige artikelen zijn waarvan de partijen niet mogen afwijken.

De tekst van de ontworpen wet dient dus te worden aangevuld door na artikel 3 een artikel in te voegen dat de bepalingen van de artikelen 2 en 3 dwingend verklaart en met hetzelfde doel moet aan artikel 14 een paragraaf worden toegevoegd die een opsomming geeft van de gevallen waarin het recht op de commissie vervalt.

II. In artikel 1 wordt het woord "zaken" gebruikt. Het woord is te algemeen en te vaag om in een normatieve tekst te staan en zou moeten worden vervangen door het woord "handelstransacties", behalve als de context rechtvaardigt dat het woord "zaken" behouden blijft.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt het eerste lid te redigeren als volgt :

"De handelsagentuurovereenkomst is een overeenkomst waarbij de ene partij, de handelsagent, door de andere partij, de principaal, zonder dat hij onder diens gezag staat, permanent en tegen vergoeding belast wordt met het tot stand brengen en eventueel het afsluiten van handelstransacties in naam en voor rekening van de principaal".

Artikel 2.

1. Volgens de in de memorie van toelichting verstrekte uitleg, in het bijzonder in het vierde lid van de commentaar bij artikel 2, vallen de personen die een werkzaamheid van handelsagent als een nevenberoep maar met regelmaat uitoefenen, onder de toepassing van de ontworpen wet.

Om met die uitleg rekening te houden, verdient het de voorkeur de bepaling onder 1E te redigeren als volgt :

"1Ede overeenkomsten gesloten met agenten die hun werkzaamheid van tussenpersoon niet met regelmaat uitoefenen;".

Bovendien zou de tekst van de commentaar bij artikel 2 betreffende de bepaling onder 1E, moeten worden herschreven omdat er tegenstrijdigheden in staan; de gemachtigden van de Minister hebben dat toegegeven.

2. Volgens de commentaar bij artikel 2, 2E, van de ontworpen wet, wordt de uitsluiting van de gevolmachtigde agenten van kredietinstellingen gerechtvaardigd door de omstandigheid dat ze onder de toepassing vallen van een rondschrijven van de Bankcommissie aan de banken.

Aangezien een rondschrijven geen reglementering is, moeten in het laatste lid van de commentaar bij artikel 2 de woorden "bijzondere reglementering" worden vervangen door de woorden "bijzondere toestand".

Artikel 3.

De gemachtigden van de Minister zijn het eens met het voorstel om het tweede en het derde lid samen te voegen tot één enkel lid, geredigeerd als volgt :

"De agentuurovereenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten wanneer ze niet op schrift is gesteld of wanneer, als ze wel op schrift is gesteld, de duur ervan niet is bepaald".

De tekst van het vierde lid, dat het derde lid wordt, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Een overeenkomst die voor bepaalde tijd is aangegaan en die na afloop van de termijn wordt voortgezet, wordt geacht van bij het afsluiten een overeenkomst voor onbepaalde tijd te zijn".

Artikel 4.

De woorden "In de loop van de overeenkomst" moeten vervallen.

Die woorden staan immers niet in artikel 13 van de richtlijn en ze zouden, als ze behouden zouden blijven, een beperking van de strekking van het in dat artikel 13 geformuleerde voorschrift tot gevolg hebben.

Als het de bedoeling van de wetgever is de partijen de mogelijkheid te bieden om een geschrift te eisen na de inwerkingtreding van de ontworpen wet, moet die bedoeling verwoord worden in een overgangsbepaling. Aan dat vereiste wordt voldaan in artikel 28 van het ontwerp, dat bepaalt dat de wet toepasselijk

is op de op het tijdstip van de inwerkingtreding ervan lopende handelsagentuurovereenkomsten.

Artikel 5.

Het in het tweede lid, 3E, gebruikte woord "instructies" zou kunnen doen geloven dat de handelsagent, in tegenstelling met wat in artikel 1 gezegd wordt, onder het gezag van de principaal staat.

Om die dubbelzinnigheid te voorkomen, is het aangewezen het woord "instructies" te vervangen door het woord "richtlijnen".

Artikel 8.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het beter zou zijn om te schrijven :

"De vergoeding ... bestaat ofwel in een vast bedrag, ofwel in commissies, ofwel deels uit een vast bedrag en deels uit commissies".

Artikelen 10, 11 en 13.

De artikelen 10, 11 en 13 regelen het recht op de commissie die de principaal aan de agent verschuldigd is, onder drie aspecten : de grond van de verschuldigdheid, het bedrag van de verplichting en het tijdstip vanaf hetwelk de betaling moet worden

gedaan. Bij die regeling kunnen de volgende opmerkingen worden gemaakt.

Als geheel beschouwd, zijn die teksten voor twee interpretaties vatbaar.

De eerste is dat aan de artikelen 10 en 11 de functie wordt toegedacht te bepalen welke aangegane "zaken" de agent recht geven op een commissie. Artikel 13 wordt dan, door het gebruik van de uitdrukking "... zodra en voor zover ...", geacht enerzijds de gebeurtenis aan te geven naar aanleiding waarvan het recht op de commissie ontstaat en anderzijds het bedrag te bepalen van hetgeen de agent kan vorderen. Het afsluiten en het uitvoeren van de "zaken" zijn de twee elementen die het recht op de commissie doen ontstaan. Het ontstaan van de vordering van de agent wordt dus uitgesteld tot het tijdstip waarop het laatste van die elementen, de uitvoering, een feit is of, bij ontstentenis daarvan, tot de datum waarop de derde zijn verbintenis had moeten uitvoeren als de principaal de zijne had uitgevoerd (zie artikel 13, tweede lid, in fine).

Een tweede mogelijke interpretatie bestaat erin de artikelen 10 en 11 zo te begrijpen dat het sluiten van de overeenkomst - en soms zelfs louter het ontvangen van de bestelbon (zie artikel 11, 2E) - het enige element is dat het recht van de agent op de commissie doet ontstaan. Artikel 13 wordt dan zo opgevat dat het voor de uitvoering van de verbintenis door de principaal een opschortende tijdsbepaling vaststelt en hem zo het recht geeft om de betaling uit te stellen tot de vervaltijd verschenen is en de agent verplicht tot diezelfde datum te wachten op de betaling van de som, terwijl hij evenwel vanaf de in de artikelen 10 of 11 bepaalde dag op zijn commissie recht heeft.

Noch de tekst van het ontwerp, noch de memorie van toelichting verschaffen beslissende informatie om voor een van beide interpretaties te kiezen. De Europese Richtlijn van 18 december 1986, die door het ontwerp wordt uitgevoerd, doet dat evenmin. De functie die in het ontwerp wordt vervuld door de artikelen 10 en 11 enerzijds en door artikel 13 anderzijds, wordt in de richtlijn respectievelijk door de artikelen 7 en 10 vervuld. Maar terwijl dat artikel 7 is gesteld in woorden die letterlijk zijn overgenomen in de artikelen 10 en 11 van het ontwerp, is in artikel 10 van de richtlijn daarentegen geen sprake van de opeisbaarheid van de commissie, zoals in artikel 13 van het ontwerp, maar van de "verschuldigdheid" van de provisie en meer bepaald van het tijdstip ("zodra ...") waarop de provisie "verschuldigd" is en van het bedrag van die provisie ("voor zover ...").

De uitdrukking "de provisie is verschuldigd", die in de richtlijn wordt gebruikt, is echter op zich niet voldoende om de vraag welke van de twee mogelijke interpretaties van het ontwerp de goede is, op te lossen. De uitdrukking "is verschuldigd" maakt weliswaar het idee aannemelijk dat de uitvoering door de principaal of door de derde een element is dat het recht op de commissie doet ontstaan en bevestigt dus de eerste van de hierboven gegeven interpretaties. De uitdrukking is echter niet eenduidig zodat men ook kan denken dat ze de tweede interpretatie niet uitsluit. Want "de provisie is verschuldigd zodra ..." kan ook zo worden begrepen dat de provisie pas op het tijdstip van de uitvoering van de overeenkomst door de derde of door de principaal aan de agent verschuldigd is, dat wil zeggen dat hij pas dan het bedrag van de provisie werkelijk kan innen.

Het is natuurlijk volstrekt noodzakelijk ervoor te zorgen dat het ontwerp op dat punt niet dubbelzinnig blijft want

het gaat om de bescherming van het recht van de agent op zijn commissie, die meestal het grootste deel van zijn bezoldiging uitmaakt. Zo loopt hij bijvoorbeeld, als voor de eerste interpretatie wordt gekozen, waarin het sluiten van de door de agent tot stand gebrachte overeenkomst niet het enige element is dat zijn recht op de commissie doet ontstaan, het gevaar zijn commissie te verliezen als zijn principaal failliet gaat tussen het tijdstip van het sluiten en dat van de uitvoering van de overeenkomst. Daar staat tegenover dat de tweede interpretatie, waarin van de datum van de uitvoering de vervaltijd van een opschortende tijdsbepaling wordt gemaakt, aan de agent de mogelijkheid biedt te profiteren van artikel 1188 van het Burgerlijk Wetboek, dat aan de schuldenaar die failliet gaat het voordeel van de tijdsbepaling ontneemt; bij een faillissement kan de agent ten minste zijn commissievordering indienen. Deze interpretatie, die de handelsagent een betere bescherming biedt, is dus meer in overeenstemming met de algemene economie van het ontwerp.

Artikel 10.

1. Het woord "of" aan het slot van de bepaling onder 1E en aan het slot van de bepaling onder 2E moet aan het begin van de bepaling onder 2E en aan het begin van de bepaling onder 3E staan.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 11.

2. Om de tekst van artikel 10, 3E, meer in overeenstemming te brengen met de tekst van artikel 7, 2, eerste streepje, van de richtlijn moeten de woorden "bij een bepaalde groep klanten"

worden vervangen door de woorden "bij een bepaalde groep personen" en moet aan het slot van de bepaling onder 3E worden geschreven "en de transactie werd gesloten met een klant uit dat gebied of uit die groep".

Artikel 11.

1. In de bepaling onder 1E zijn de woorden "waarbij hij bemiddeld heeft" in strijd met de richtlijn en ze moeten bijgevolg vervallen.

2. Aan het begin van de bepaling onder 2E schrijve men :

"2Eof indien, in de in artikel 10 bedoelde omstandigheden, de bestelling ...".

Artikel 13.

1. In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven :

"De commissie is in elk geval opeisbaar wanneer de derde ...".

2. De in het derde lid bepaalde termijn, namelijk de termijn na het verstrijken waarvan de commissie moet worden betaald, zou nader moeten worden verklaard in de memorie van toelichting en meer bepaald in de commentaar bij dat artikel van het ontwerp.

3. In het vierde lid moeten de woorden "bij overeenkomst" vervallen. Het spreekt vanzelf dat de uitgesloten afwijking in de overeenkomst tussen de partijen zou worden bepaald. Eveneens dienen de woorden "van dit artikel" te vervallen aangezien ze overbodig zijn.

Artikel 14.

Het in het eerste lid, 3E, bedoelde geval kan niet worden teruggevonden in artikel 11, 1, van de richtlijn.

De Regering zou moeten aangeven of de partijen mogen afwijken van de in het eerste lid bedoelde gevallen.

In dat verband dient er nogmaals op te worden gewezen dat volgens artikel 11, 3, van de bovengenoemde richtlijn, de partijen niet ten nadele van de agent mogen afwijken van artikel 11, 1, van dezelfde richtlijn.

Artikel 15.

Eerste lid.

In de tweede zin van de Franse tekst behoort er in plaats van "la nature des produits ou services diffusés" te worden geschreven "... la nature des produits diffusés ou des services fournis".

Tweede lid.

De tweede zin moet worden aangevuld met de woorden "waarbij rekening wordt gehouden met alle op de transactie betrekking hebbende elementen".

Die precisering komt immers zowel in artikel 6, 1, van de richtlijn als in de memorie van toelichting van de ontworpen wet voor.

Derde lid.

Het zou beter zijn te schrijven : "... zonder aftrek van de bijkomende kosten, onder meer van de verpakkingskosten, de vrachtprijs, de verzekeringskosten, behalve indien ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Vierde lid.

Het woord "eenzijdig" zou kunnen doen denken dat een korting, een ristorno of een disconto waarover een overeenkomst bestaat tussen de principaal en zijn klant, zou kunnen worden afgetrokken van de grondslag van de commissies die aan de agent verschuldigd zijn.

Ten einde te vermijden dat dit aldus wordt geïnterpreteerd, wordt er voorgesteld het woord "eenzijdig" te laten vervallen.

Indien de agent zich akkoord verklaart met de toegekende korting, is het overigens vanzelfsprekend dat die zal kunnen worden afgetrokken van de grondslag van zijn commissies.

Artikel 16.

1. De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat er in het eerste lid moet worden geschreven : "De principaal verstrekt aan de handelsagent ...".

2. In het derde lid behoort er in overeenstemming met de opmerking die bij artikel 13, vierde lid, is gemaakt, te worden geschreven : "Van het eerste en het tweede lid mag niet worden afgeweken ten nadele van de handelsagent".

Artikel 17.

Overeenkomstig de opmerking die in verband met artikel 8 is gemaakt, schrijve men "uit een vast bedrag" in plaats van "uit een vaste vergoeding".

Artikel 18.

1. Het artikel zou als volgt in paragrafen moeten worden ingedeeld :

Paragraaf 1 : het eerste, het tweede en het derde lid.

Paragraaf 2 : het zesde lid.

Paragraaf 3 : het vierde en het vijfde lid.

2. Het zevende lid is overbodig want het bevat een bepaling die reeds in artikel 3, vierde lid, van het ontwerp voorkomt.

3. Aan het slot van het eerste lid (dat het eerste lid van paragraaf 1 wordt) schrijve men "met inachtneming van een opzegging".

4. In het tweede lid (dat het tweede lid van paragraaf 1 wordt), tweede zin, schrijve men in de Franse tekst "l'alinéa 3".

5. Aan het slot van het derde lid (dat het derde lid van paragraaf 1 wordt) zou het beter zijn te schrijven : "... mag de door de principaal in acht te nemen opzeggingstermijn niet korter zijn dan die welke aan de handelsagent is opgelegd".

6. Het vierde lid (dat het eerste lid van paragraaf 3 wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De partij die de overeenkomst beëindigt zonder een van de in artikel 19, eerste lid, vermelde redenen op te geven of zonder de in paragraaf 1, derde lid, vastgestelde opzeggingstermijn in acht te nemen, is gehouden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

7. In het vijfde lid (dat het tweede lid van paragraaf 3 wordt) behoort het woord "proméritées" in de Franse tekst te worden vervangen door het woord "méritées".

Artikel 19.

1. De volgende redactie wordt voorgesteld voor het eerste en het tweede lid :

"Elke partij kan, onverminderd alle schadeloosstellingen, de overeenkomst zonder opzegging of v o,' o,' r het verstrijken van de termijn beëindigen, wanneer uitzonderlijke omstandigheden elke professionele samenwerking tussen de principaal en de agent definitief onmogelijk maken of om reden van een ernstige tekortkoming van de andere partij in haar verplichtingen.

De partij die zich op die redenen beroept, dient hiervan het bewijs te leveren. Dit wordt aan het oordeel van de rechter overgelaten".

Met de hiervoren voorgestelde tekst wordt beter benadrukt dat de rechter toezicht zal houden over alle bestanddelen van de verbreking zonder opzegging.

2. Aan het slot van het derde lid schrijve men "van dit artikel" in plaats van "van het bepaalde in dit artikel".

Artikel 20.

1. In de Franse tekst van het tweede lid behoort het woord "supposé" te worden vervangen door het woord "réputé".

2. In het vierde lid is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

Die bepaling zou in het Frans als volgt moeten luiden :

"L'indemnité ne peut dépasser le montant ... ou d'après la moyenne des années pendant lesquelles le contrat a duré moins de cinq ans".

3. Wil de tekst van het vijfde lid, 1E, in overeenstemming zijn met artikel 18, a, van de richtlijn, dan moet hij als volgt worden geredigeerd :

"1Eindien de principaal de overeenkomst heeft beëindigd vanwege een aan de agent te wijten ernstige tekortkoming zoals bepaald in artikel 19, eerste lid;".

4. In het vijfde lid, 2E, schrijve men "zoals bepaald in artikel 19, eerste lid,".

5. Ter wille van de overeenstemming met de tekst van de richtlijn zou het beter zijn dat de tekst in het vijfde lid, 3E, als volgt wordt geredigeerd :

"3Eindien de handelsagent of diens erfgenamen, overeenkomstig een afspraak met de principaal, hun rechten en verplichtingen uit hoofde de agentuurovereenkomst aan een derde overdragen".

Artikel 23.

In de Franse tekst behoort het woord "ter" dat op het nummer van het artikel volgt, te vervallen.

Artikel 24.

Paragraaf 1.

1. Het zou beter zijn het tweede lid, 3E, als volgt te redigeren :

"3Ehet alleen betrekking heeft op het geografisch gebied of de groep personen die met het oog op prospectie aan de agent zijn toevertrouwd".

2. De woorden "beperkt blijft" die in de Nederlandse tekst van dezelfde bepaling voorkomen zijn niet in overeenstemming met de richtlijn en moeten dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"§ 2. Het concurrentiebeding heeft geen uitwerking wanneer de agentuurovereenkomst wordt beëindigd door de principaal zonder een in artikel 19, eerste lid, vermelde reden aan te voeren of door de agent door een in artikel 19, eerste lid, vermelde reden aan te voeren".

Paragraaf 4.

Aan het slot van het eerste lid van de paragraaf schrijve men "zoals bepaald in artikel 20, vierde lid".

In het tweede lid schrijve men "de omvang van zijn nadeel".

Artikel 25.

1. Er is geen grond voor een indeling in paragrafen daar elke paragraaf slechts een lid bevat.

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, derde zin, schrijve men : "Wanneer de principaal de leverings- of betalingsvoorwaarden zonder instemming van de agent wijzigt ...".

3. In de Franse tekst van paragraaf 4, die het vierde lid wordt, schrijve men : "le juge peut réduire ..." en "le juge tient compte de ...".

.../...

Artikelen 26 tot 30.

1. De artikelen 27 en 30 zijn blijvende bepalingen die aan de wijzigings- en overgangsbepalingen moeten voorafgaan.

De artikelen 27 en 30 moeten dus de nummers 26 en 27 dragen.

2. De inleidende volzin van artikel 26, dat artikel 28 wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 2 van boek I, titel I, van het Wetboek van koophandel, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1956, wordt tussen het zesde en het zevende lid het volgende lid ingevoegd : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. Artikel 28, dat artikel 29 wordt, moet als volgt worden geredigeerd :

"Vanaf 1 januari 1994 is deze wet toepasselijk op de handelsagentuurovereenkomsten die lopende zijn op het ogenblik dat deze wet in werking treedt".

4. Bij artikel 30, dat artikel 27 wordt, is de volgende opmerking te maken.

De regel inzake rechtstreekse internationale bevoegdheid die door deze tekst wordt vastgesteld zal niet de

strekking hebben die de memorie van toelichting hem toedenkt. In ieder rechtsgeding tussen de handelsagent en zijn principaal, indien de verweerder woonachtig is op het grondgebied van een van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, zal de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken immers niet worden bepaald door Belgische regels maar door bevoegdheidsregels vastgesteld door het Verdrag van Brussel van 27 september 1968 betreffende de rechterlijke bevoegdheid en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken. In de nabije toekomst zal van de bevoegdheidsregels van het Verdrag van Brussel ook gebruik moeten worden gemaakt indien de verweerder zijn woonplaats heeft in een van de Lid-Staten van het Verdrag van Lugano, die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap, namelijk de Staten die tot de Europese Vrijhandelsassociatie behoren.

Daar de ontworpen tekst dus veel minder werkzaam is dan de initiatiefnemer heeft verhoopt, staat het aan hem te oordelen of hij in dit geval moet worden gehandhaafd.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. SALMON, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SALMON, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.